



**PRÉFÈTE
DE LA NIÈVRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des politiques publiques

Section environnement et Guichet Unique ICPE

Arrêté Préfectoral n° 58-2025-10-27-00002

**portant mise en demeure à l'encontre de la société ASTRADEC ENVIRONNEMENT
de régulariser la situation administrative et de respecter certaines dispositions des arrêtés
réglementant son installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets et
d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage,
située sur la commune de Saint-Éloi (Nièvre)**

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5, R. 122-3, R. 511-9, et R. 512-47 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** le décret du 18 juin 2025 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 95-P-1892 délivré le 30 juin 1995 à la SARL NEVERS RECYCLAGE pour l'exploitation d'un centre de traitement de résidus métalliques et de transit de divers déchets banals sur le territoire de la commune de Saint-Éloi au titre des rubriques 167 A, 286, 329 et 1434 b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2018-06-11-001 du 11 juin 2018 autorisant le changement d'exploitant et portant agrément pour la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage de la société ASTRA RECYCLAGE pour son installation située sur le territoire de la commune de Saint-Éloi ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-07-04-000004 du 4 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, secrétaire générale de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** la déclaration de changement d'exploitant déposée, le 16 septembre 2019, par la société ASTRADEC ENVIRONNEMENT concernant l'installation située 6 route de la zone industrielle à Saint-Éloi ;
- VU** le porter-à-connaissance, transmis par l'exploitant en date du 21 avril 2023, en vue de la régularisation de la situation administrative du site au titre des rubriques n° 2710-1 et n° 2710-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU** le courriel du 12 décembre 2024 adressé à l'exploitant par les services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Bourgogne-Franche-Comté, l'informant que l'instruction du dossier déposé, susvisé, le 21 avril 2023 devait relever, pour la rubrique ICPE n° 2710-2, d'une procédure d'examen au cas par cas, menée par le département évaluation environnementale de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté ;
- VU** le rapport de l'inspectrice de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 30 septembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le 30 septembre 2025 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant dans le délai de quinze jours suivant la réception du projet d'arrêté précité, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-7 du code de l'environnement dispose que l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation administrative dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an, lorsque les installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration requis an application du même code ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose, qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que les articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, susvisé, disposent respectivement :

“ Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires” ;

"Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022 " ;

CONSIDÉRANT que l'article 3.5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé, dispose :

"[...] Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;*
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie " ;*

CONSIDÉRANT que l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, susvisé, dispose :

"Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718 ou 2790 sont soumises aux dispositions suivantes.

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. [...] " ;

CONSIDÉRANT que les articles 18 et 29 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 1995, susvisé, disposent respectivement :

"Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement, dans des zones spécialement aménagées, faisant rétention étanche et protégées des eaux météoriques." ;

"[...] La hauteur des tas des différents produits entreposés ne doit dépasser en aucune circonstance 3 m. [...] " ;

CONSIDÉRANT que la nomenclature des installations classées comporte les rubriques suivantes :

- 2710 : Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 :
 - 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : [...] b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t : Déclaration
 - 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m³ : Enregistrement,
- 2714. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 : Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : [...] 2. Supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1000 m³ : Déclaration ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 4 juillet 2025, l'inspectrice de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions précitées suivantes :

- traçabilité et conformité des matières stockées : les matières présentes sur site ne reflètent pas la situation réelle de l'établissement, certaines provenant d'un autre site, et les registres ne comportent pas les informations exigées aux articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, susvisé,
- stockage non conforme de plâtre : entreposage à l'air libre, sur l'aire bétonnée, d'un tas de plâtre pulvérulent d'environ 150 m³, susceptible d'engendrer des envols de poussières, des nuisances pour le voisinage et une altération de sa valorisation du fait de son exposition aux intempéries,
- stockage inadéquat de batteries usagées : présence de trois bennes de batteries et d'un bac contenant un mélange d'eau et de batteries, entreposés sans rétention ni protection contre les eaux météoriques,
- stockage hors périmètre autorisé : dépôt de déchets (tuyaux en PE et PE-RT) sur une parcelle non autorisée (cadastrée n°0097, section AA), en dehors des limites de l'installation, pour un volume estimé à au moins 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³. Le site n'est pas autorisé à stocker ce type de matériaux qui relève de la rubrique ICPE n°2714,
- dépassement de la hauteur autorisée de stockage : certains tas de déchets de véhicules hors d'usage et de métaux excèdent la hauteur réglementaire de 3 mètres,
- absence de dépôt d'une demande d'examen au cas-par-cas dans le cadre de la procédure d'enregistrement au titre de la rubrique ICPE n°2710-2 pour la collecte de déchets non dangereux apportés par des particuliers et artisans : suite dépôt du dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant le 21 avril 2023, aucune démarche n'a été engagée par l'exploitant, conformément à l'article R. 122-3 du code de l'environnement, malgré l'information faite à ce dernier par les services de la DREAL en date du 12 décembre 2024,
- absence de preuve de dépôt de la déclaration pour la rubrique ICPE n° 2710-1 jointe au dossier de porter-à-connaissance précité pour les activités de collecte de déchets dangereux apportés par des particuliers et artisans : équipements électriques usagés (lave-linges, réfrigérateurs, téléviseurs),
- stockage non déclaré de palettes en bois et de plastique : présence d'un volume estimé à au moins 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³, relevant de la rubrique ICPE 2714-2, sans déclaration administrative préalable ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux prescriptions des articles précédemment énumérés ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de l'installation, dans ces conditions irrégulières, est fortement susceptible de présenter des dangers et inconvénient pour l'environnement et la salubrité publique ;

CONSIDÉRANT que la situation constatée est potentiellement de nature à aggraver les conséquences d'un incendie ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société ASTRADÉC ENVIRONNEMENT de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société ASTRADÉC ENVIRONNEMENT de respecter les prescriptions des articles 49 et 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010, susvisé, de l'article 3.5 de l'arrêté du 6 juin 2018, susvisé, de l'article 12 de l'arrêté du 22 décembre 2023, susvisé, des articles 18 et 29 de l'arrêté du 30 juin 1995, susvisé,

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La société ASTRADÉC ENVIRONNEMENT (numéro de SIRET 448 7130 400 0088) exploitant une installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage, sise 6 route de la Zone Industrielle sur la commune de Saint-Éloi, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues aux articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, susvisé, en mettant en place un état des matières stockées complet et strictement représentatif de l'établissement (toute donnée relative à d'autres sites doit être exclue),
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 3.5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé, en mettant en place une couverture adaptée du stock de plâtre (par structure fixe, bâche ou tout autre dispositif permettant d'assurer une protection efficace contre les intempéries et les envols) ou en procédant à son évacuation vers des filières de traitement ou de valorisation autorisées,
- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, susvisé, en procédant à l'entreposage des batteries dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention,
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 1995, susvisé, en évacuant l'ensemble des déchets entreposés hors périmètre autorisé, en l'espèce sur la parcelle cadastrale n° 0097, section AA, de la commune de Saint-Eloi,
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 1995, susvisé, en limitant la hauteur des tas des différents produits entreposés à une hauteur de 3 mètres au maximum,
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article R. 122-3 du code de l'environnement, en déposant une demande d'examen au cas-par-cas auprès du département évaluation environnementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, pour la rubrique ICPE n° 2710-2 (récupération de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial),
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article R. 512-47 du code de l'environnement en transmettant à l'Inspection des installations

classées la preuve de dépôt de la déclaration pour la rubrique ICPE n° 2710-1 (récupération de déchets dangereux apportés par leur producteur initial),

- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, en régularisant sa situation administrative, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement :
 - soit en effectuant la déclaration, conformément à l'article R. 512-47 du code de l'environnement, pour la rubrique ICPE n° 2714-2 (transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois),
 - soit en cessant ses activités et en procédant à l'évacuation complète du bois (notamment palettes) et des plastiques (notamment déchets constitués de tuyaux en polyéthylène et en polyéthylène réticulé) vers des filières de traitement ou de valorisation dûment autorisées.

Article 2 : Mesures conservatoires

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation d'exploiter et ne préjuge pas de la suite donnée à la demande de régularisation présentée dans le cadre du respect du présent arrêté préfectoral portant mise en demeure.

Aucun déchet de bois et de plastique ne peut être admis dans les installations de l'entreprise ASTRADEC ENVIRONNEMENT en l'absence de la déclaration administrative requise.

L'entreprise ASTRADEC ENVIRONNEMENT prend, en outre, toutes les mesures utiles pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Si elle opte pour la cessation d'activité, l'entreprise ASTRADEC ENVIRONNEMENT est tenue, pour le site qu'elle exploite, de respecter les prescriptions suivantes, sous deux mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :

- d'évacuer l'ensemble des déchets précités, vers des filières de traitement ou de valorisation dûment autorisées,
- transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs d'évacuation afférents (bordereaux de suivi de déchets).

Ces déchets ne doivent en aucun cas être déplacés sur d'autres parcelles.

Article 3 : Sanction

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ASTRADEC ENVIRONNEMENT.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication :

- par la voie d'un recours administratif auprès de la préfète de la Nièvre. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire

l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon, territorialement compétent,

- par la voie du recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Article 6 : Exécution et copies

- la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- le maire de Saint-Eloi,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et dont l'original sera transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le

27 OCT. 2025

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale


Stéphanie PETITJEAN

